

L'industrie minière peut-elle devenir plus verte pour exporter davantage ?

Dossier de la rédaction de H2o
October 2021

À la veille des élections canadiennes (21 septembre), le président de l'Association minière du Canada s'est dit optimiste envers les engagements des libéraux et des conservateurs concernant les minéraux critiques (ayant totaliser 66,36 % des voix). Pierre Gratton a détaillé sa vision de l'avenir pour l'industrie minière dans une conférence en ligne, à l'invitation de la Chambre de commerce de Vancouver. Selon lui, le prochain gouvernement fédéral devra soutenir l'une des industries les plus essentielles au Canada. Il a ajouté que le gouvernement pourrait envoyer un signal puissant aux investisseurs internationaux en assurant que les projets de minéraux critiques peuvent produire des avantages environnementaux positifs. Selon Ressources naturelles Canada, les minéraux critiques (aussi appelés terres rares) sont essentiels pour les applications liées aux énergies renouvelables et aux technologies propres (batteries, aimants permanents, panneaux solaires et éoliennes), ces minéraux sont aussi des intrants nécessaires dans les chaînes d'approvisionnement liées à la fabrication de pointe, notamment pour les technologies de la défense et de la sécurité, les produits électroniques grand public, l'agriculture, les applications médicales et les infrastructures essentielles. L'Association minière du Canada espère qu'un bon environnement domestique sera crucial pour faire du pays un leader en la matière, accroître la production et se positionner ainsi devant d'autres pays exportateurs grâce à une production canadienne plus responsable envers l'environnement. Elle encourage notamment le prochain gouvernement à : accroître les investissements gouvernementaux sur les minéraux critiques ; doubler le crédit d'impôt pour l'exploration minière axée sur les minéraux critiques ; élargir les réductions d'impôts des sociétés pour la fabrication de technologies à zéro émission aux entreprises minières liées aux minéraux critiques ; fournir un soutien administratif et politique aux agences compétentes pour hiérarchiser et accélérer les examens des projets liés aux minéraux critiques.

Pierre Gratton s'est également félicité de l'initiative vers le développement minier durable, lancée en 2004, qui promeut des pratiques plus durables pour l'industrie minière et encourage les entreprises à prendre des engagements pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Mais pour Ugo Lapointe, coordonnateur du programme canadien chez MiningWatch Canada, ces normes sont trop faibles. Il regrette le manque de conséquences et de pénalités dissuasives et remarque que le lobby ne représente qu'une petite partie de la totalité des industries minières au Canada. Selon lui, l'industrie minière devrait s'engager, outre la réduction de son empreinte carbone, à s'occuper de ses déchets miniers. Plus d'un milliard de tonnes de déchets miniers, dit-il, sont produites au Canada chaque année. Beaucoup de ces déchets miniers sont toxiques et on les laisse sur le territoire pour toujours. C'est un passif environnemental qu'on laisse aux générations futures. En réalité, l'industrie minière génère 30 à 40 fois plus de déchets solides que toutes les villes municipales combinées en une année, ce qui selon Ugo Lapointe appelle à une réduction de la consommation plutôt qu'une augmentation de la production, comme le préconise l'Association minière du Canada.

Illustration : L'une des mines de l'Imperial Metals, Mount Polley, était en 2014 le troisième du plus grand désastre minier écologique en Colombie-Britannique. Photo de Jonathan Hayward, La Presse Canadienne.

Mélinda Trochu - À Radio-Canada

À